

2 Politique

Présidentielle 2016/Soutien à Ali Bongo Ondimba

Et voici la Dynamique plurielle !



Photo de Famille des membres de dynamique plurielle.



Convention de la Dynamique plurielle, des partis politiques et ONGs en soutien à la candidature du président-candidat Ali Bongo Ondimba.



L'assistance lors de la manifestation.

ESSONE-NDONG

Libreville/Gabon

Les composantes de ce nouveau rassemblement ont à cette occasion signé sa déclaration, indiquant par là même leur résolution à accompagner le chef de l'Etat en vue de son succès au prochain scrutin d'août 2016.

LES amarres sont larguées. Pour le camp des soutiens d'Ali Bongo Ondimba, c'est un euphémisme de dire que les lignes ont vraiment bougé ce week-end, avec la création d'une nouvelle plateforme réunissant de nombreux partis politiques de la majorité ré-

publicaine et sociale pour l'émergence comme de l'opposition (PDG, CLR, UPG-tendance Mboumba-Nziengui, Adere-tendance Florentin Moussavou, Udis, BDC, PGCI, etc.), des centrales syndicales, des syndicats autonomes, des associations politiques et apolitiques, des personnalités politiques. A eux, désormais de traduire en réussite les stratégies électorales en vue du triomphe en août prochain du président candidat à sa propre succession. Ce conglomérat d'instances, dont l'opinion plurielle n'échappe à personne, est donc destiné à impulser une dynamique, au-delà des spécificités des uns et des autres. Bien au contraire, le rassemblement ainsi

créé devrait s'enrichir de cette pluralité pour relayer à travers (et voire hors) du pays les acquis engrangés durant le mandat présidentiel finissant. Parce que, pour les membres de ce nouveau mouvement, ce bilan est élogieux et doit être suffisamment vendu auprès des Gabonais pour qu'ils se l'approprient résolument, pour en faire un sujet de fierté nationale. «Parce qu'en sept ans, beaucoup a été fait dans de nombreux secteurs. N'en déplaise aux détracteurs qui pensent que l'on peut tromper l'œil qui voit. L'œil qui voit le pont de la Banio à Mayumba, qui voit la route Lalara/Ovan aujourd'hui bitumée, le nouveau système de rémunération, les CHU de Libreville, Angondjè et

Owendo, le nouvel hôpital Jeanne Ebori, la CNAMGS, les logements sociaux dont une première phase a été livrée à Angondjè... ». Ces efforts titanesques accomplis en un mandat doivent impérativement, pour le peuple, déboucher à ce que l'acteur de ces avancées soit reconduit à la tête du pays, car il est le meilleur choix du Gabon, dira Paul Biyoghe Mba. C'est dans ce sens que, «tels des messagers, les équipes vont parcourir les villages, quartiers, provinces, arrondissements, cantons... pour dire la vérité au peuple souverain», ajoutera-t-il. Les motions de soutien au chef de l'Etat seront de la même dynamique pour magnifier l'œuvre accomplie sous ce magistère. La déclaration originelle

faite à cette occasion par le membre du Comité permanent du bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG), Paul Biyoghé Mba, par ailleurs 1er vice-Premier ministre, ne laisse pas place aux errements. Il s'agit de soutenir, appuyer et défendre le bilan de l'œuvre du chef de l'Etat depuis son accession à la Magistrature suprême. «Cette action est éminemment positive, porteuse de stabilité et de progrès social pour notre pays», a-t-il précisé. Un condensé de ce bilan en près de 7 ans, a fait l'objet de diffusion de deux documents audiovisuels dont un consacré essentiellement au secteur de la santé. Les participants ont pu ainsi apprécier, à travers un résumé non

exhaustif, les grandes réalisations du septennat, espérant balayer les dernières poches de scepticisme. Tel un sésame, le bilan d'Ali Bongo Ondimba constitue, soutiennent-ils, la meilleure réponse aux questionnements relatifs à ce septennat. La naissance de "Dynamique plurielle" ne s'est pas limitée aux simples mots. Les responsables des partis politiques, des centrales syndicales, des syndicats autonomes et des associations ont signé la déclaration, indiquant par là même leur détermination à s'investir fortement pour le succès, au terme de ce scrutin majeur, du candidat Ali Bongo Ondimba à sa propre succession à la tête du pays.

La Semaine de ...

Nouveauté !

CHACUN peut imaginer notre difficulté à choisir les sujets à traiter ici, après deux semaines d'absence dues simplement au fait que lundi passé était férié. On se retrouve débordé par l'abondance de faits ayant marqué l'actualité aussi bien de la semaine précédente que de celle qui s'est achevée hier. Qu'à cela ne tienne, on relèvera que cette dernière aura été essentiellement marquée par ce qu'il convient d'appeler une activité syndicale plutôt débordante. Plusieurs syndicats et autres centrales ont effectué des sorties, directement ou indirectement, ces derniers jours. C'est fort de cela que l'essentiel de la présente chronique y sera consacré. Cela même si la semaine écoulée a également enregistré d'autres manifestations qui mériteraient bien aussi de nous inspirer davantage. Dans ce cadre, on notera entre autres : l'interview du nouveau président de l'Assemblée nationale, Richard Auguste Onouvié, dont on retiendra surtout le retour de la sérénité dans son institution, le démenti des rumeurs de détournements dans cette Chambre du Parlement, etc. ; la tournée dans le Woleu-Ntem de Guy Nzouba Ndama, un autre candidat au scrutin présidentiel d'août 2016, la première du genre depuis qu'il a déclaré sa candidature à cette échéance électorale et qui devrait ouvrir une longue série dans d'autres régions du Gabon... On peut ajouter à ces événements, la création d'un nouveau mouvement politique soutenant le candidat Ali Bongo Ondimba et dénommé "Dynamique plurielle" ; etc. Sans oublier les trois conférences de

presse animées respectivement par le Porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Blie-By-Nze, l'ancien chef de la diplomatie gabonaise, Jean Ping, et le secrétaire exécutif adjoint de l'Union nationale (UN, opposition), Paul-Marie Gondjout. On retiendra de celle du Porte-parole du gouvernement, l'annonce d'une plainte en diffamation contre Jean Ping. Qui, au cours de la sienne, a également annoncé une action en justice contre "ses détracteurs" dont certains sont du côté du pouvoir. Admirez ce que d'aucuns appellent déjà la "dynamique des plaintes". Quant à M. Gondjout, il a annoncé se consacrer désormais au même combat que l'Union sacrée pour la patrie (USP) qui prône la disqualification du président sortant pour le scrutin présidentiel... L'autre événement à mentionner ici est le point de presse de l'un des porte-paroles du PDG, Léandre Kiki. Par sa voix, le parti au pouvoir s'est félicité de l'adoption du Code de bonne conduite par le Conseil national de la Démocratie (CND). Cela malgré le boycott des principaux partis de l'opposition. Sur un tout autre plan, nombreux ont déploré le silence du parti au pouvoir sur l'interpellation du Médiateur de la République qui a appelé au dialogue de toutes les forces vives de la Nation avant l'élection. Rappelons que sur ce même sujet, le président de l'Assemblée nationale avait dit, quelques jours plus tôt, que "le Médiateur de la République est dans son rôle". Ce qui semblait ne pas être l'avis du gouvernement.

De l'activité syndicale maintenant.

De manière isolée, on a enregistré au total trois sorties des corps intermédiaires. Celles du Syndicat national des magistrats du Gabon (Synamag), du Syndicat de l'Education nationale (Sena) et de la "Dynamique unitaire" (DU) qui elle, est une centrale syndicale. Sous forme indirecte, on notera la présence de certains syndicats lors du lancement de "Dynamique plurielle" dont ils sont membres. Si ces derniers n'ont pas été dans une logique revendicatrice, les trois autres structures ne l'étaient pas moins. Sans rentrer dans les détails, on sait par exemple que les magistrats ont observé un mouvement de grève pour contester les mesures ayant sanctionné le dernier Conseil supérieur de la Magistrature, notamment au niveau des mesures individuelles, menaçant de saisir la Cour constitutionnelle pour demander leur annulation. Notons tout simplement qu'après "l'humiliation", suite à la décision de la Cour constitutionnelle d'annuler l'Ordonnance réorganisant la Justice au Gabon, cette administration n'avait vraiment pas besoin de ça. Visiblement, et à entendre les responsables du Synamag, nul doute qu'il y a un profond malaise dans ce secteur très important et baromètre de l'Etat de droit dans un pays. Ce qui est grave, parce que quand la justice est malade... Pour leur part, les responsables du Sena ont plutôt tiré la sonnette d'alarme sur certains manquements du gouvernement

vis-à-vis de leur secteur. Entre autres l'insuffisance des salles de classe et des tables-bancs, les arriérés dans le paiement de la Pife (2015), le non-paiement de la PIP du deuxième trimestre 2015, etc. Quant à la "Dynamique unitaire" qui regroupe en son sein plusieurs syndicats, elle a décidé d'observer un mouvement de grève d'une semaine à compter de ce lundi pour le non-paiement de la PIP aussi, de l'indemnité de services rendus aux retraités, l'amélioration de la situation de la main d'œuvre non permanente, etc. Cette structure syndicale qui a également dénoncé le mépris du gouvernement à son endroit, menace la bonne tenue des examens de fin d'année si rien n'est fait. Toutefois, on observe comme un fait nouveau au niveau de l'activité syndicale dans notre pays. Depuis toujours, l'implication des syndicats dans le combat politique était plutôt discrète. Etant donné que leurs membres sont censés être d'obédiences politiques diverses, parfois même apolitiques. Cette fois les choses semblent changer. En effet, pendant qu'on notait la présence des structures syndicales dans "Dynamique plurielle" qui soutient Ali Bongo Ondimba, "Dynamique unitaire" déclarait à son tour se donner un temps pour se prononcer sur la prochaine Présidentielle au Gabon. Tout en étouffant notre impatience, avouons que c'est tout de même une nouveauté au Gabon.